

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LEON VINCENT CALAIS SAS

Place de Suède
B.P. 851
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\LEON VINCENT
CALAIS_Calais_0007003192\2_Inspections\2025_03_31-risques incendie suite inspection 2024
Code AIOT : 0007003192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement LEON VINCENT CALAIS SAS implanté 15 Place de Suède B.P. 851 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEON VINCENT CALAIS SAS
- 15 Place de Suède B.P. 851 62100 Calais
- Code AIOT : 0007003192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Léon Vincent exploite, Quai de la Loire à Calais, un hangar de stockage de coke de pétrole calciné. L'activité a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 décembre 2005. La quantité maximale de coke de pétrole calciné stockée a été modifiée et fixée à 10 000 tonnes par arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 31 janvier 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection incendie	AP Complémentaire du 31/01/2017, article 2	Sans objet
2	Equipements importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 5	Sans objet
4	Moyens de secours	AP Complémentaire du 31/01/2017, article 2	Sans objet
5	Prévention des envols	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 15.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La détection incendie fonctionne.

Les travaux de remplacement des exutoires de fumée sont achevés.

Fournir des essais simultanés des poteaux incendie afin de justifier le débit de 120 m3/h pendant deux heures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'article 24.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005, relatif aux détecteurs, est modifié comme suit : [...] Le système de détection et l'alarme sont contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : Rappel des constats de la visite d'inspection du 10/11/2020 :

<p>La détection incendie est hors service. La centrale du SSI indique "défaut batteries et dérangement détecteurs flammes". [...]</p> <p>Éléments transmis postérieurement à la transmission du rapport de visite d'inspection : rapport d'intervention DEF pour le remplacement de l'alimentation et batterie du système de détection; essai de l'installation le 06/01/2021.</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 08/11/2024 :</p> <p>Le système de sécurité incendie est en dérangement. L'exploitant rappelle que la détection a été remise en service en 2021. Aucune vérification n'a été faite depuis cette intervention.</p> <p>Le dérangement de la centrale est mentionné sur une fiche d'identification des problèmes datée du 27/09/2024. Un contrôle quotidien du hangar est réalisé depuis l'identification de ce dysfonctionnement.</p> <p>Selon l'exploitant, une intervention de la société DEF est prévue dans 15 jours (à confirmer car l'exploitant précise qu'il doit vider complètement l'entrepôt pour faire cette intervention).</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 31/03/2025 :</p> <p>La détection incendie fonctionne. Aucun dérangement n'est constaté.</p> <p>La société DEF est intervenue le 09/03/2025. Une maintenance importante a été réalisée lors de cette intervention. L'exploitant précise qu'un contrat de maintenance a été souscrit pour que l'intervention de DEF soit plus rapide en cas de dysfonctionnement du système de détection incendie.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipements importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des exutoires de fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté et la sécurité des installations ainsi que la protection de l'environnement, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 08/11/2024 :</p> <p>Le rapport de vérification des exutoires de fumée n'a pas été fourni à la DREAL. Par courriel du 12/11/2024 l'exploitant indique que 4 exutoires de fumées sont défectueux. La Société d'Exploitation des Ports du Détroit (propriétaire des bâtiments) prévoit de réaliser des travaux de réparation sans préciser de délai.</p> <p>Constats de la visite d'inspection du 31/03/2025 :</p> <p>Les travaux de remplacement des exutoires sont en cours d'achèvement lors de la visite d'inspection (les travaux étaient prévus en fin d'année 2024).</p> <p>L'exploitant a transmis un procès-verbal (PV) de réception des travaux de désenfumage daté du</p>

31/03/2025 cosigné par DESAUTEL et le représentant du Port (propriétaire de l'entrepôt). Une annotation manuscrite sur le PV indique "sous réserve des essais de fonctionnement" en contradiction avec le document qui indique que "les essais et contrôles des installations ont été effectués".

Un procès-verbal du 02/04/2025 de réception des travaux de remplacement des exutoires de fumée cosigné par DESAUTEL et le représentant du Port a été fourni (sans réserve) par courriel du 28/04/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et vérification des moyens de secours

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'au moins 2 poteaux d'incendie présentant un débit de 120 m³/h pendant deux heures minimum, dont au moins un est situé à l'intérieur des limites de l'établissement,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- Des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. [...]. Ils sont protégés contre les chocs et le gel.
- de protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

Les poteaux incendie n°59 et 82 présentent respectivement des débits de 106 et 94 m³/h sous 1 bar de pression (essais réalisés par la société des Eaux de Calais les 20/06/2023 et 18/07/2023).

Fournir des essais simultanés des poteaux incendie afin de justifier le débit de 120 m³/h pendant deux heures.

Les extincteurs et RIA sont placés près des issues ainsi que le long de la plus longue paroi de l'entrepôt. Ils sont visibles, bien signalés et accessibles. Les RIA sont positionnés dans des caissons.

Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés le 30/05/2024. Une maintenance des équipements a été réalisée lors de cette intervention. Le rapport d'intervention identifie des actions restant à réaliser. La maintenance a été finalisée le 20/06/2024.

Le surpresseur RIA a été vérifié le 22/11/2024. RAS. Surpresseur en service et fonctionnel selon le

<p>rapport d'intervention de la société DESAUTEL.</p> <p>La présence des protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre n'a pas été regardé en détail. L'exploitant doit définir les protections individuelles dont il dispose pour intervenir en cas d'incendie et établir la suffisance de ces moyens au regard des consignes données aux personnes susceptibles d'intervenir.</p> <p>Deux personnes ont été formées le 20/12/2024 par la société Nord extincteurs. Les certificats indiquent "école à feu - fondamentaux" sans préciser le contenu détaillé de la formation suivie. Ces personnes ainsi qu'une troisième personne ont suivi une formation le 12/01/2021 auprès de la société DESAUTEL dont le contenu est bien détaillé. Les 3 personnes susceptibles d'intervenir en cas d'incendie ne sont pas formés à l'utilisation des RIA.</p> <p>L'exploitant a transmis un devis validé en date du 15/04/2025 de la société DESAUTEL pour suivre une formation théorique et pratique sur feu réel. Cette formation comprend la manipulation des RIA. La formation est prévue le 07/05/2025. Transmettre les attestations de formation à la DREAL.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir des essais simultanés des poteaux incendie afin de justifier le débit de 120 m3/h pendant deux heures.</p> <p>Transmettre les attestations de formation à la DREAL.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Moyens de secours

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2017, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Présence des équipements (RIA-extincteurs)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 25.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005, relatif aux moyens de secours, est complété comme suit :</p> <p>Des extincteurs à poudre sur roues sont répartis sur le site.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Des extincteurs à poudre sur roues sont présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des envols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 15.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envols de poussières</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses:

- les stockages extérieurs sont interdits,
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- [...]

Constats :

Aucun stockage à l'extérieur.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.

Aucune activité lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite